Note rédigée par : Angélique DESSIMOULIE

Revue par : François PETIT

**LES INVESTISSEMENTS ETRANGERS ET FRANÇAIS AU BANGLADESH**

**2017**

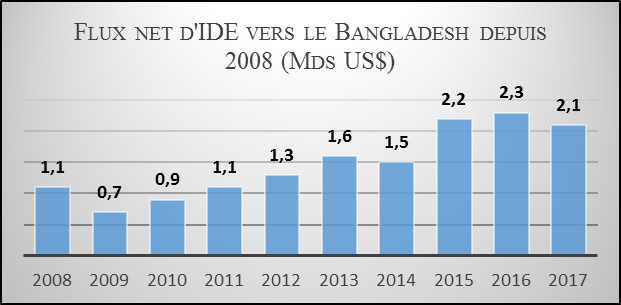
*En dépit d’une contraction des flux entrants (-7,8%) et avec 2,1 Mds US$ en 2017, le Bangladesh demeure néanmoins la troisième destination des IDE au sein de l’ASARC. Les filières Textile, Bancaire et de l’Energie captent la part la plus importante de ces flux. Le Royaume Uni a supplanté Singapour comme premier investisseur étranger, la France n’occupant que le 22ème  rang. Bien qu’en progression (16%), nos flux ne s’élèvent qu’à 16M US$.*

*En stock (14 Mds US$), les Etats-Unis restent le premier investisseur étranger, loin devant le Royaume Uni et la Corée du Sud. Avec seulement 0,3% de l’ensemble des investissements étrangers au Bangladesh, la France se maintient au 29ème rang mais ne se situe qu’au 7ème rang des pays membres de l’UE.*

*L’attractivité du Bangladesh reste à améliorer. L’environnement des affaires y demeure contraignant, marqué qu’il est par des procédures administratives longues et coûteuses, une bureaucratie souvent arbitraire et corrompue ainsi qu’un environnement juridique opaque et imprévisible. Témoin de cette situation, le Bangladesh est en recul d’une place, 177ème sur 190 pays, dans le dernier rapport « Doing Business » de la Banque Mondiale.*

**1/ LES FLUX D’IDE VERS LE BANGLADESH DIMINUENT POUR LA DEUXIEME ANNEE CONSECUTIVE**

Avec un total de 2,15 Mds US$ sur l’année calendaire 2017, ces flux chutent de 7,8% par rapport à 2016 (2 333 M US$). En qualité de pays récipiendaire de l’IDE, le Bangladesh se situe au troisième rang des pays membres de l’ASARC, derrière l’Inde et le Pakistan.

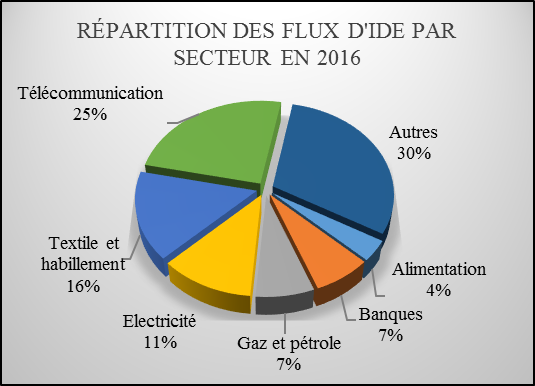
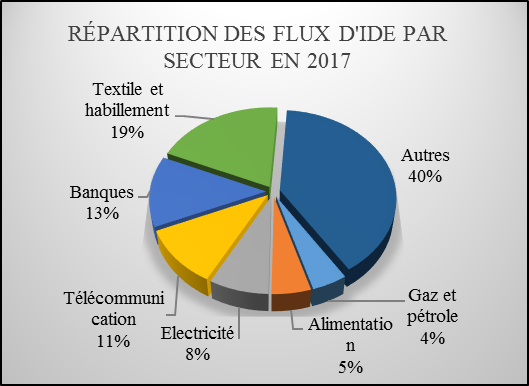


Source Bangladesh Bank

La provenance des IDE évolue peu d’une année à l’autre. L’UE occupe toujours le premier rang des

investisseurs avec environ 458 M US$, soit plus de 20% du total des flux entrants. Elle est suivie de l’ASEAN (342 M US$, 16% du total) et de l’ASARC (195 M US$, 9% du total).

Sur le plan bilatéral et avec 14,5% du total des flux entrants (312 M US$, 330 M US$ en 2016), le Royaume-Uni supplante Singapour en qualité de premier investisseur étranger au Bangladesh. Singapour reste cependant sur le podium avec 9,4% du total (203 M US$, 673 M US$ en 2016). Enfin, on retrouve la Norvège en troisième position avec 9% (194 M US$) des flux totaux, la compagnie norvégienne Telenor détenant 55,8% des parts de Grameenphone, premier opérateur téléphonique du Bangladesh.

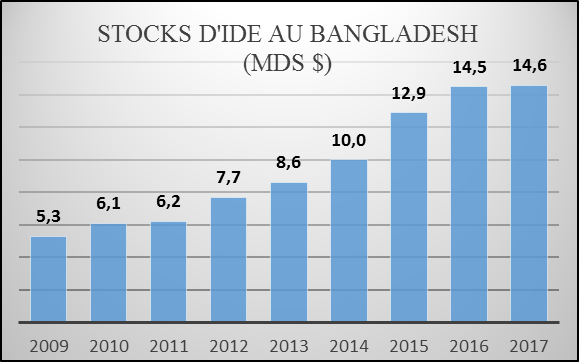


Source : Bangladesh Bank

La filière « Textile – Habillement » occupe à elle-seule 19,6 % de l’ensemble des flux, en provenance majoritairement de Corée du Sud (25% du total). Les flux à destination de cette filière ont connu une hausse de 15,7%, avec 422 M US$ contre 365 M US$ en 2016. Les investissements sont ensuite à destination du secteur bancaire (13%) qui connait une hausse de 68% avec 279 M US$ en 2017. Enfin, le secteur des télécommunications, qui était la principale destination des flux en 2016 avec 572 M US$, se contracte de 60% à 229,6 M US$ et ne reçoit plus que 10,7% du total des flux.

**2/ LES ETATS-UNIS ET LES BRITANNIQUES RESTENT LES PRINCIPAUX DETENTEURS DE STOCKS D’IDE.**

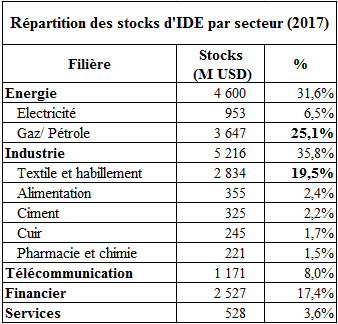
Source Bangladesh Bank



En 2017, le stock d’IDE au Bangladesh n’a progressé que de 0,1% en g.a. (14.6 Mds US$). Les flux sortants proviennent principalement de Corée du Sud (79,1M US$), Singapour (72,2M US$) et Taïwan (67M US$).

Les Etats-Unis restent le premier contributeur, avec 23% du total des IDE, devant l’UE (19%) et l’ASEAN (13%), l’Inde n’en détenant que 3,6%. Au sein de l’Union Européenne, le Royaume-Uni (11,2% du total des stocks d’IDE), les Pays-Bas (4,9%) et Malte (2,9%) se situent parmi les dix premiers investisseurs au Bangladesh.

En termes de filières, le « Textile – Habillement » et le Gaz – Pétrole » comptent toujours pour près de la moitié des IDE au Bangladesh :



Source : Bangladesh Bank

**3/ LES IDE ET LA PRESENCE FRANÇAISE AU BANGLADESH**

La présence française au Bangladesh est réduite et se caractérise notamment par quatre investissements productifs:

* SANOFI, dont l’implantation (Rhône Poulenc) est antérieure à l’indépendance, emploie aujourd’hui 1000 personnes. Il s’agit du plus important investissement étranger de la filière Santé du pays.
* LAFARGE y exploite une cimenterie depuis 1975
* TOTALGAZ est l’un des principaux distributeurs de GPL avec 20% de part de marché
* L’OREAL qui y fabrique des produits de la marque GARNIER depuis 2017 en s’appuyant sur un partenaire local.

La France est aussi présente dans le secteur du textile par le biais de MONTAGUT, qui est cependant à la recherche d’un acquéreur pour son usine, ainsi que par celui des bureaux d’achats des groupes de distribution, DECATHLON notamment, et des marques de prêt à porter.

Enfin, nos entreprises sont également présentes dans le secteur des services, notamment la logistique (GEODIS et BOLLORE) ainsi que la certification et le contrôle qualité (Bureau VERITAS).

A/ La progression de ses flux ne permet cependant pas à la France de conserver son rang.

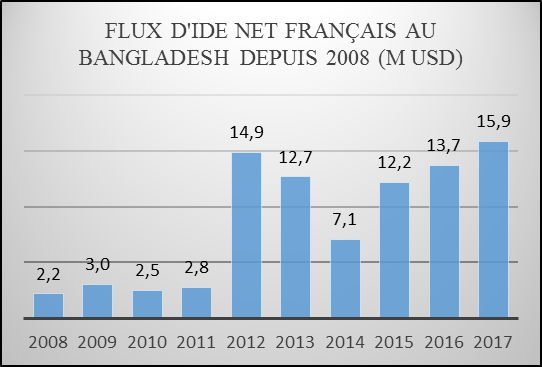
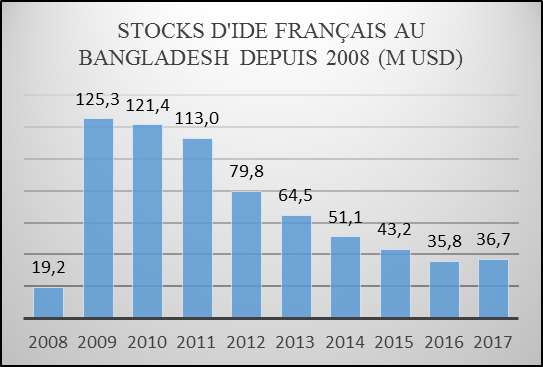
Avec une hausse des flux entrants de 15,5% (16,1 M US$ contre 13,9 M US$ en 2016) et une stabilisation des flux sortants (0,2M US$), les flux d’investissement français progressent de 16% pour atteindre 15,9 M US$ en 2017

Malgré cette hausse, la France perd deux places et se retrouvent désormais au 22ème rang. Parmi les pays de l’UE, elle se place à nouveau au 5ème rang derrière le Royaume-Uni, l’Allemagne, les Pays-Bas et la Suède.

B/ Le stock d’investissement français en légère hausse pour 2017

Le stock d’investissements français au Bangladesh enregistre une très légère hausse de 1,8% en un an: 36,7 M US$ en 2017, contre 35,8 M US$ en 2016.

Le stock de la France ne représente que 0,3% du total des IDE au Bangladesh. Notre pays se place ainsi au 29ème rang des pays investisseurs. Au sein de l’UE, elle se positionne au 7ème rang, derrière le Royaume-Uni, les Pays-Bas, l’Allemagne, Malte, le Danemark, et l’Italie.



Source : Bangladesh Bank (2017)

**5/ Le cadre institutionnel et réglementaire de l’investissement étranger au Bangladesh**

En 2016, le BIDA (*Bangladesh Investment Development Authority*) est né de la fusion de deux organismes, le Board of Investment (BOI) qui avait été créé en 1990 et de la Privatisation Commission créée en 1993. Cette institution a pour mission de créer un climat favorable à l’investissement, étranger notamment, en réduisant les formalités administratives et les délais d’approbation.

Le **Foreign Private Investment Act** (1980) protège les investissements étrangers contre les nationalisations et l’expropriation. Il garantit le principe de rapatriement du capital et des dividendes.

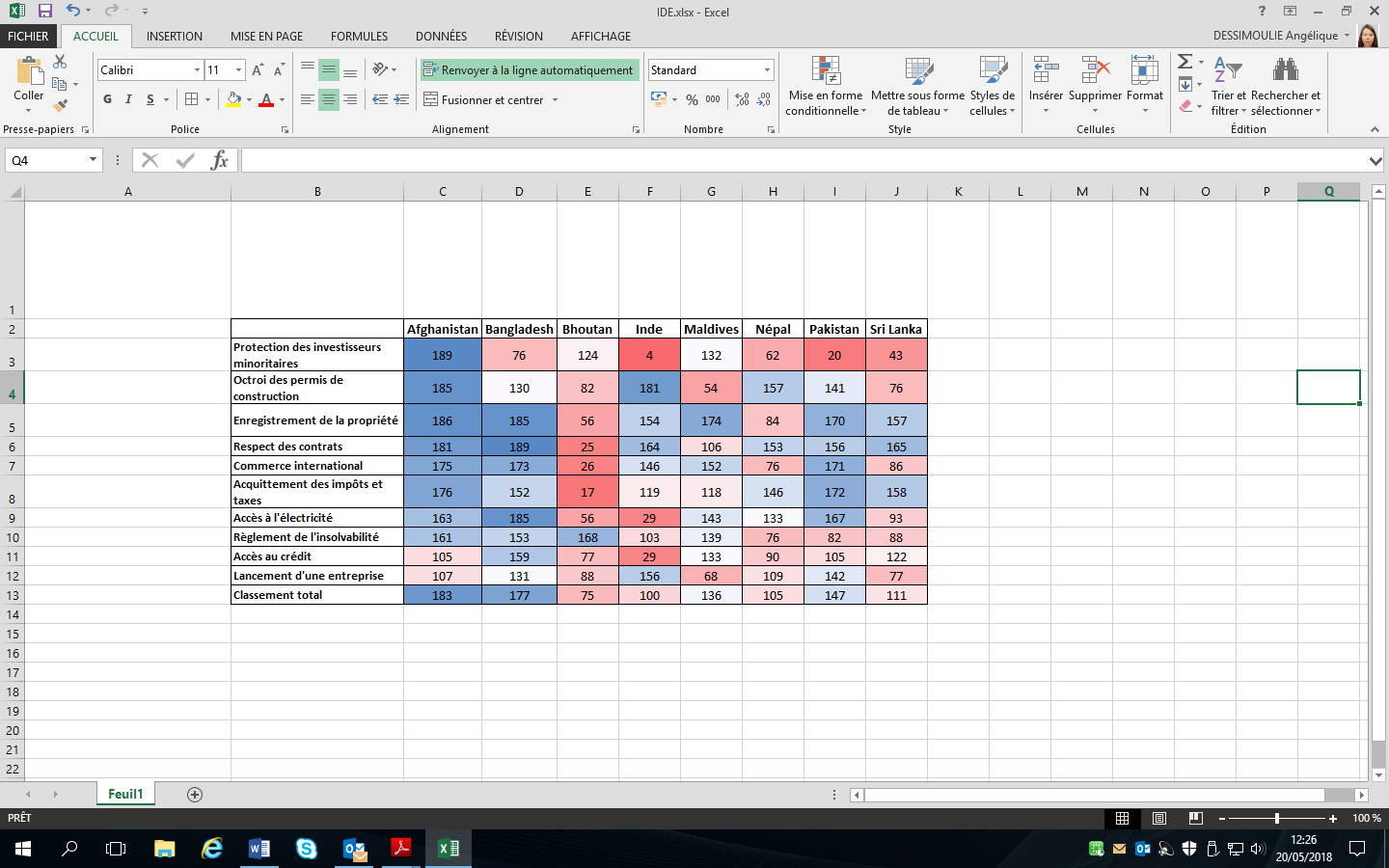
**L’Industrial Policy (2005)** confirme le rôle moteur du secteur privé dans le développement économique. Quatre secteurs restent protégés : la défense, l’énergie nucléaire, l’impression de sécurité et les activités forestières.

Le Bangladesh est membre de l’OMC (1995) ainsi que de l’Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (AMGI), de l’Overseas Private Investment Corporation (OPIC), du Centre International pour le Règlement des Différends liés aux Investissements (CIRDI) et de l’Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI).

**4/ L’AMELIORATION DE L’ATTRACTIVITE DU BANGLADESH DEMEURE UNE PRIORITE DES POUVOIRS PUBLICS**

Comme le démontre le dernier rapport « Doing Business » de la Banque Mondiale, l’environnement des affaires au Bangladesh constitue cependant un sérieux frein à l’appétence des investisseurs étrangers à l’égard de ce pays.

Témoin de cette situation, le Bangladesh est en recul d’une place, 177ème sur 190 pays, dans le dernier rapport « Doing Business » de la Banque Mondiale. Au-delà du 150ème rang pour sept des dix indicateurs, le Bangladesh ne se distingue que pour la protection des investisseurs minoritaires (76ème rang). L’accès à l’électricité, les problèmes liés au respect des contrats et l’enregistrement de la propriété demeurent les principaux obstacles à la conduite des affaires.



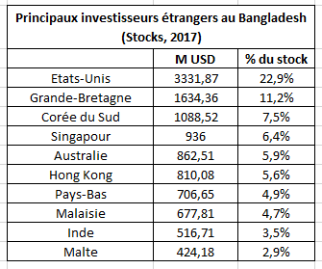
Source : Banque Mondiale

Actuellement classé parmi les Pays les Moins Avancés par l’ONU, le Bangladesh devrait passer d’ici 2024 dans la catégorie Pays en Développement, si son économie continue de remplir les critères d’éligibilité. Ce changement porteur d’espoir pour le pays comporte néanmoins de nombreuses conséquences. Le Bangladesh perdra notamment ses préférences sur les marchés de l'Union européenne (UE), le Canada, l'Australie, le Japon, l'Inde et la Chine en 2027. Le SANEM (Réseau sud-asiatique sur la modélisation économique) a estimé que cette diminution des exportations équivaudrait à environ 6 milliards de dollars selon les prévisions actuelles de croissance. Le développement économique du Bangladesh repose donc très largement sur sa capacité à attirer des investisseurs étrangers de manière à diversifier son outil de production.

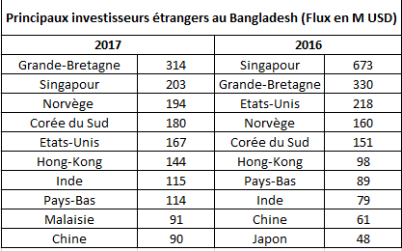
Enfin, les mesures prises par la Bangladesh Bank en mai 2018 pour rationaliser le processus de vente des participations étrangères dans des entités publiques et privées témoignent du caractère prioritaire donné à l’amélioration de l’attractivité de ce pays.

François PETIT

ANNEXES



Source Bangladesh Bank



Source Bangladesh Bank